



« *Inter-association Départementale pour l'Éducation et l'Enfance 93* »

RAPPORT MORAL **Assemblée Générale du 9 MAI 2016**

L'année 2015 marquée par les attentats de janvier et novembre 2015 a remis en lumière les forces et faiblesses de notre démocratie. Nous avons dû prendre en compte cette réalité et rappelé dans nos associations les valeurs qui nous animent et soutenir nos professionnels pour un meilleur accompagnement de personnes trop souvent stigmatisées.

LA VIE ET LE RAYONNEMENT DE NOTRE ASSOCIATION

Les instances politiques, le Conseil d'administration et le Bureau se sont réunis plus souvent cette année compte tenu de l'actualité : définition d'une stratégie politique suite aux attentats, aux élections, rayonnement associatif, décisions d'orientations quant aux projets en cours et à venir...

Le Conseil d'administration du 5 novembre 2015 a été élargi à l'ensemble des adhérents sur le thème de l'évolution des formations et des métiers en travail social, présenté par Diane Bossières, directrice générale du Réseau national des acteurs de formation et de recherche en intervention sociale (l'UNAFORIS).

Notre association a été sollicitée de plus en plus pour avis : L'union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux (URIOPSS) pour son futur schéma, le Ministère des familles, de l'enfance et des droits des femmes dans le cadre d'un groupe de réflexion nationale sur la prévention spécialisée.

Elle a été invitée par le Conseil supérieur de travail social, la CNAPE (Convention nationale des associations de protection de l'enfance), l'ETSUP (Ecole supérieure de travail social) et le CNLAPS (Comité national de liaison des acteurs de la prévention spécialisée) et reconnue dans le territoire francilien pour les actions que nous menons, nous avons rencontré à leur demande, les associations des Hauts de Seine, des Yvelines, du Val de Marne et récemment été contacté par celles de l'Essonne.

La direction générale du Conseil départemental du Val de Marne a également manifesté son intérêt pour notre association. En octobre 2015, nous avons échangé avec Réseau 38, groupement d'associations œuvrant pour la protection de l'enfance en Isère sur nos stratégies et nos projets.

Le renforcement de l'identité d'idee93 d'effectue, grâce à vous, qui vous mobilisez pour participer régulièrement aux différentes instances politiques et portez sa représentation à l'extérieur soit par association soit ensemble lors de nos rencontres avec les élus, leurs administrations et le préfet de Seine-Saint-Denis.

La force d'idee93 réside dans nos capacités de réflexion, de proposition et de contribution à l'intérêt général dans le cadre de nos compétences.

Par le dialogue engagé avec les pouvoirs publics, la reconnaissance associative à travers le respect de chaque projet, de son indépendance, est d'autant plus importante pour peser sur les décisions face aux difficultés croissantes des habitants et des jeunes de notre département.

LA COMMUNICATION

Notre site qui participe à la visibilité de notre association, est de plus en plus consulté. Sa réactualisation demande une attention très régulière dont fait preuve Maryse Radojic, administratrice de Vie et Cité que je remercie en votre nom.

Nos interpellations sur la réforme de l'aide personnalisée au logement, les Etats généraux de l'après 11 janvier 2015, la communication sur nos journées de réflexion, sur notre actualité, les articles de presse qui nous sont consacrés dans Lien social, le Parisien participent à une meilleure lisibilité de notre action .

Les Lettres d'idee93 qui y figurent d'ailleurs est un outil précieux d'informations générales sur nos activités réalisées et avenir grâce au comité de rédaction composé de Gwenaëlle Hoyez directrice d'En Temps, de Martine Romain, directrice d'AEF93-94 et de Pascale Liénard, directrice de Ville et Avenir.

Un gros travail a également été effectué pour assurer la communication des journées de réflexion que nous avons réalisées grâce à Christine de Ville et Avenir qui assure le secrétariat d'idee93.

LES ACTIONS REALISEES

En interne, je retiens les 2 groupes de travail avec les associations de prévention spécialisée.

Le 1er constitué, après une sollicitation de notre Vice-président auprès d'idee93, d'avoir un argumentaire sur ce domaine d'interventions. Ce groupe de réflexion composé d'administrateurs, d'éducateurs, de chefs de service et de directeurs a été animé par Michel Joubert, administrateur et sociologue qui a d'ailleurs rédigé le document qui vous sera présenté tout à l'heure. Je le remercie en votre nom.

Nous avons été attentifs à ce que l'ensemble des administrateurs des 9 associations puissent donner leur avis lors d'une réunion et sur la base d'un document intermédiaire.

A l'heure où la prévention spécialisée se trouve fragilisée par le caractère non obligatoire des crédits dans les budgets départementaux et par la possibilité de transfert de cette compétence aux métropoles, il est essentiel d'affirmer, par sa proximité dans un territoire, combien par sa souplesse d'intervention dans les différentes politiques publiques, elle est complémentaire des actions partenariats locales.

Le 2e groupe constitué à la demande de plusieurs associations préoccupées par l'ampleur des contraintes juridiques, financières et de gestion en ressources humaines a fait le point sur les différentes formes de rapprochement et de coopération entre les associations. Il appartient à chaque association de se saisir de ces éléments pour décider de son évolution.

En externe, 2 journées de réflexion ont été réalisées le 26 janvier et le 6 avril derniers grâce à une préparation importante au cours de l'année 2015.

La 1ère, à l'échelle régionale, sur le projet pour l'enfant intitulée « dessine-moi un projet » a mobilisé dans le groupe de pilotage l'AEF93-94, Devenir, Métabole, la radio associative « le trottoir d'à côté » et l'ASE. Elle a réuni 250 participants dont certains du Val d'Oise, de l'Essonne, des Yvelines et de Paris. La faible participation des professionnels de l'ASE peut être regrettée malgré la mobilisation de leurs représentants au sein du comité de pilotage.

La 2ème intitulée « Jeunes des quartiers populaires, un enjeu des politiques publiques...et si on en parlait ensemble ? » a traduit en actes notre « Appel pour des Etats Généraux de l'après 11 janvier 2015 ». et permis d'interroger notre capacité ainsi que celle des politiques à favoriser la parole des jeunes et de leurs parents et de mieux la prendre en compte.

La mobilisation du comité de pilotage doit être soulignée. Il était composé de l'AVVEJ, Vie et Cité, la Fondation Feu Vert, Ville et Avenir, le GRAJAR, la Sauvegarde et Bénédicte Madelin, ex-directrice de Profession Banlieue.

167 personnes ont participé à cette journée. Elles étaient en majorité issues de milieux professionnels très diversifiés, ce qui montre bien que la jeunesse concerne l'ensemble des politiques publiques. Nous regrettons que les élus, les parents et les jeunes n'aient pas été plus nombreux.

LES RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

Au niveau départemental, l'audience accordée par Stéphane Troussel en mars 2015 a permis de le sensibiliser sur l'importance d'associer les habitants aux décisions qui les concernent et sur la nécessité de décloisonner les politiques publiques pour une meilleure lisibilité de la politique jeunesse. Elle a contribué à une meilleure connaissance de notre association qu'il a encouragée dans ses initiatives.

Dès sa nomination en qualité de Vice-président du Conseil départemental, en charge de l'enfance et de la famille, délégation qu'il a souhaitée, Frédéric Molossi a exprimé sa volonté de rencontrer régulièrement le secteur associatif, ce qu'il fait puisqu'entre mai et juin 2015, 2 réunions avec idee93 et 1 avec l'ensemble de nos adhérents ont eu lieu au cours de laquelle il a affirmé « vouloir donner vie à la charte de partenariat et rencontrer les associations par thème 2 fois par an ».

Il a engagé la 1ère réunion thématique par la prévention spécialisée où il nous a demandé de faire preuve d'audace et de travailler dans « les interstices ».

Nous avons l'assurance que l'accueil en établissement sera discuté au 2e semestre de cette année. Il nous faudra notamment aborder à nouveau l'insuffisance de réponse aux besoins des mères avec enfants et la situation des jeunes majeurs.

Nous participons à la réflexion départementale sur la protection de l'enfance engagée le 16 février.

Nous avons également rencontré la Vice-présidente chargée de la jeunesse, la conseillère départementale chargée de l'égalité Homme-Femme.

Les rencontres avec l'administration départementale permettent de s'informer mutuellement de nos activités respectives, de soulever des difficultés (délais trop courts pour l'évolution de certains accueils) et de solliciter une mobilisation commune en vue d'un partenariat plus étroit entre le secteur public et privé.

Des chantiers sont engagés sur la notion de référence, sur les nouvelles formes d'accueil, d'autres devraient être développés notamment la mise en Oeuvre généralisée du projet pour l'enfant.

Le contrôle en matière de recrutement a été simplifié mais limité aux seules associations de prévention spécialisée.

Malgré les contraintes financières, l'administration départementale a su apporter les arguments pour maintenir les crédits de la protection de l'enfance dans le budget 2016. Au niveau de l'Etat, après Didier Leschi, Fadela Benrabia, nouvelle préfète à l'égalité des chances nous a reçus, dès sa nomination, et nous a assuré de son soutien financier pour l'organisation de la journée du 6 avril.

LES RELATIONS PARTENARIALES

Nos relations extérieures se sont élargies : L'association nationale des maisons d'enfants à caractère social (l'ANMECS) et L'association nationale des cadres du social (ANDESI), nous ont apporté un soutien important dans l'organisation de la journée du 26 janvier. La Maison des Sciences de l'Homme (Université de Villetaneuse), Profession Banlieue, L'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (l'INJEP), la fédération des centres sociaux, la Fondation Agir contre l'exclusion, l'association Pas sans Nous nous ont soutenu lors la journée du 6 avril dernier.

Nous participons aux journées d'étude: du Conseil supérieur de travail social, de l'URIOPSS qui sollicite notre avis sur son futur schéma, du Comité national de liaison des associations de prévention spécialisée (CNLAPS), de l'Ecole supérieure de travail social (l'ETSUP) et au groupe de travail sur la prévention spécialisée à l'initiative de la Ministre Laurence Rossignol.

LES CONTACTS AVEC LES MEDIAS

Nous avons fait l'objet de plusieurs articles dans le Parisien, à l'occasion de « l'Appel pour des Etats généraux de l'après 11 janvier 2015 » sur la journée du 6 avril, apporté un témoignage dans Lien Social dans la rubrique Résistances, participé à plusieurs émissions de la radio associative « le trottoir d'à côté » et nous avons été sollicité par le journal de la fondation abbé Pierre et par les INROCKS sur la pénurie de logements sociaux.

CONCLUSION

En conclusion, nous avons engagé des chantiers qui vont être approfondis notamment sur la prévention spécialisée, sur la prise en compte de la parole des jeunes et de leurs parents, sur l'écart entre les réponses et les besoins en matière d'accueil et d'accompagnement etc...

Dans cette période où les difficultés des jeunes et de leurs parents s'accroissent, où les ressources financières des collectivités et de l'Etat diminuent, nos capacités d'innovation sont plus que jamais sollicitées. Retrouver une ambition politique de transformation sociale en impliquant les personnes concernées tel est, avec vous et grâce à vous, notre objectif et notre volonté.

Je vous remercie.



Immeuble Jean Monnet, 5, rue de Rome - 93110 Rosny sous Bois
Tél : 01.48.54.17.20 Fax : 09.59.20.17.84 mail : idee93@free.fr

Récépissé de déclaration N° W931006931